

Accueil > Opinions > Débats > **1** Réservé aux abonnés

La neutralité ne saurait être un carcan

OPINION. L'adoption de l'initiative sur la neutralité saperait les rapports de la Suisse avec l'UE en matière de défense et de sécurité, à l'heure de la guerre «hybride» à laquelle notre continent est exposé, soutiennent les représentants du Comité CH-UE François Nordmann et René Höltschi



Un drapeau portant l'inscription «Journée de la neutralité» et une affiche portant l'inscription «Soumission à l'UE: non» sont accrochés à un mur lors de la 4e assemblée générale de Pro Suisse, à Berne, le 18 avril 2026. — © ANTHONY ANEX / KEYSTONE



François Nordmann, René Höltschi

Publié le 30 août 2026 à 18:27. / Modifié le 31 août 2026 à 09:06.

🕒 3 min. de lecture



00:00

La neutralité ne saurait être un carcan

Un article de François Nordmann, René Höltschi...

1.0x

04:08

||ElevenLabs

Le commandant de corps Benedikt Roos, chef de l'armée, l'a récemment révélé: une escadrille de drones d'origine inconnue a survolé au début de l'été une installation militaire suisse, peut-être le Laboratoire d'armes chimiques de Spiez.

internationales qui se multiplient, les menaces russes et le repli des Etats-Unis sur eux-mêmes nous touchent directement.

Lire aussi: [Pour la première fois, le renseignement suisse désigne la Russie comme la plus grande menace pour le pays](#)

Entrave à la coopération avec l'UE

C'est dans ce contexte géopolitique que les électeurs sont appelés à se prononcer le 27 septembre sur la neutralité. L'initiative soumise au peuple vise à inscrire dans la Constitution fédérale une conception rigide de la politique de neutralité. Jusqu'à présent, c'est le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale qui sont chargés de prendre des mesures propres à assurer la neutralité de la Suisse. Celle-ci a été, et est toujours, un instrument pour garantir l'indépendance et la sécurité de la Suisse. Non une fin en soi. Le Conseil fédéral l'a appliquée avec souplesse, en l'adaptant à l'évolution de la situation internationale. Si l'initiative était adoptée, il en découlerait deux conséquences majeures:

La Suisse ne pourrait plus se joindre à des sanctions internationales autres que celles décrétées par le Conseil de sécurité, virtuellement paralysé.

Elle ne pourrait plus coopérer dans le domaine de la défense avec l'Union européenne ni avec l'OTAN, avec laquelle elle participe depuis trente ans au Partenariat pour la paix.

Un autre décryptage: [En quatre points, ce qu'apporte - ou non - l'initiative sur la neutralité](#)

Or, la Suisse souhaite au contraire développer sa coopération avec l'Union européenne en matière de défense et de sécurité. C'est le message que les conseillers fédéraux Ignazio Cassis et Martin Pfister ont fait passer à Mme Kaja Kallas, haute représentante pour la politique extérieure et la politique de sécurité de l'UE, lors d'une rencontre officielle à Zurich le 5 mars dernier. C'est aussi ce que demande le parlement, qui a adopté le 16 juin dernier une motion réclamant l'ouverture de négociations avec l'UE, afin que la Suisse puisse participer formellement à la coopération instituée en matière de défense et de sécurité. Ni la majorité du parlement ni Mme Kallas ne considèrent que la neutralité y ferait obstacle.

Une autre opinion sur le sujet: [Initiative sur la neutralité: un obstacle à la politique sécuritaire suisse](#)

Un destin commun

De tout temps et encore aujourd'hui, la neutralité de la Suisse possède une dimension internationale: elle dépend de la perception qu'en ont les autres Etats. Les puissances qui l'ont accordée lors du Congrès de Vienne en 1815 ont reconnu que la neutralité de la Suisse était «dans les vrais intérêts de l'Europe entière». Nos pays voisins se sont toujours demandé si la neutralité «permanente et armée» signifiait que la Suisse se battrait pour éviter que son territoire ne soit utilisé contre eux ou si elle constituait une faille dans leur dispositif. En 2022, du fait de l'importance de la place financière suisse, l'UE n'aurait pas admis que le Conseil fédéral refuse de reprendre les sanctions internationales envers la Russie à la suite de son agression contre l'Ukraine, comme il était brièvement tenté de le faire.

Lire aussi: [De l'importance de la neutralité à l'aube du «siècle asiatique»](#)

Le scrutin du 27 septembre 2026 dépasse donc le cadre des débats internes. Il comporte aussi des enjeux importants pour nos partenaires, notamment pour les Etats membres de l'Union européenne, avec lesquels nous partageons une communauté de valeurs et un destin. La Suisse, qui fait déjà tache blanche au milieu de l'Europe, seul Etat non membre au cœur du continent, va-t-elle s'isoler encore davantage et faire de sa neutralité un carcan?

La coopération avec l'Union européenne est une nécessité stratégique. La Suisse participe déjà à trois opérations de l'UE en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et au Mali. D'autres missions de ce genre sont envisagées. Cette coopération est compatible avec la politique de neutralité pragmatique que l'initiative veut saboter. Au temps des drones, de la guerre cybernétique et des armes de longue portée, alors que l'instabilité et l'insécurité dominent, il y va de la sécurité du pays.

Lire aussi: [Dans un rapport sur la sécurité, le Conseil fédéral compare les Etats-Unis et la Chine](#)

Le Temps publie des chroniques, rédigées par des membres de la rédaction ou des personnes extérieures, ainsi que des opinions et tribunes, proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Ces textes reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du média.